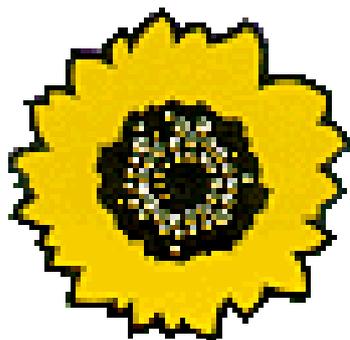


<http://lipietz.net/Enjeux-de-societe>

Préparation de l'Assemblée Générale des Verts, 2004

Enjeux de société

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : vendredi 5 novembre 2004

Date de parution : 31 octobre 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

La lourde défaite de la « majorité plurielle » en 2002, couronnant la progression régulière de l'abstention et du Front National, a rappelé aux plus aveugles cette terrible réalité : depuis 20 ans, les forces de gauche ne savent plus offrir à la désespérance populaire de véritables solutions aux crises de notre société.

Nous avons l'arrogante modestie de penser que l'écologie politique, à défaut de détenir ces solutions, a su poser les bonnes questions et indiquer de bonnes pistes. Mais nous avons été, jusqu'ici, incapables d'en convaincre l'électorat, d'en convaincre les partenaires de la gauche. Avril 2002 sonne comme un ultime avertissement : il ne suffit pas de gagner une élection sur la base de la volonté d'alternance. Faute de mettre en oeuvre des réponses de fond, suffisantes dans leurs résultats sur la durée d'un mandat, nous nous exposons à d'encore plus tragiques défaites à l'issue de ce mandat. Pour gagner en 2007, et surtout être reconduits cinq ans plus tard, il faut écouter la société et avoir le courage de réformes radicales. Et, pour cela, les Verts devront d'abord compter sur eux-mêmes.

Plusieurs grandes crises expliquent la montée de la désespérance, que l'on réduit souvent à « crise environnementale », « crise sociale », dont se chargeraient respectivement les Verts et les socialistes. La situation est plus complexe.

a) La crise du contenu et de l'idée même de progrès

Elle est à l'origine de l'émergence de l'écologie politique à côté et parfois contre les idéologies socialistes issues du XIXe siècle. Pendant un siècle et demi, on a cru que le progrès technique, la science et l'industrie offraient les réponses à la faim, à la maladie, à la misère, et que la mission du politique et des luttes sociales consistait à répartir plus équitablement ce progrès. Aujourd'hui, le « progrès » technique, piloté par la techno-science au service du profit, apparaît comme faisant partie du problème et non de la solution.

L'énergie abondante a engendré le dérèglement climatique et l'insoluble problème des déchets du nucléaire.

La révolution agricole a débouché sur une succession de crises (vache folle, etc) qui fait craindre le pire de l'irruption des OGM.

L'usage incontrôlé de milliers de molécules chimiques est de plus en plus clairement suspecté d'être à l'origine de la montée des cancers et des maladies chroniques ou dégénératives.

Passer de la résistance contre un progrès devenu fou (avec, dans l'immédiat, les batailles contre l'EPR, les OGM, pour Kyoto, et pour la directive REACH) à un modèle de développement maîtrisé et soutenable, c'est, bien au-delà d'une « spécificité verte », un enjeu pour toute la société qui doit se chercher des alliés, en particulier dans les Forums Sociaux.

b) La crise de la société salariale

La victoire du libéralisme économique dans les années 80 a déchiré le pacte social « fordiste » ou social-démocrate de l'après-guerre, en même temps qu'il anéantissait le pseudo-paradis communiste. Au nom d'une concurrence internationale organisée par les gouvernements eux-mêmes, les « avantages acquis » au sein du salariat (relatif plein emploi, croissance régulière du pouvoir d'achat, sécurité sociale et services publics) tombent un à un, ramenant la situation, du salariat féminin en particulier, aux années 1930. Les résultats très réels de la réduction du temps de travail menée par la majorité plurielle ont été gâchés par le manque de soin apporté aux secteurs les plus fragiles du salariat. Outre que les petites entreprises et la fonction publique n'ont pas connu la RTT avec embauche, l'annualisation s'est traduite, pour les ouvrierEs et les statuts fragiles, par une baisse des revenus et un intensification insupportable du travail. La victoire de la droite s'est fondée sur cette déception, mais a bien sûr aggravé les choses par une attaque systématique des droits sociaux.

Dans les deux années qui viennent, les luttes de résistance se polariseront vers l'espérance d'une victoire électorale, mais celle-ci ne sera possible que si elle exprime la volonté solennelle (dans la société comme de la part

des candidats) de réparer les injustices et les imperfections des années 1997-2002, tout en réparant les dégâts de la politique menée par la droite.

c) La crise de la solidarité

La tendance historique en Occident fut l'affirmation de l'autonomie des individus face aux normes et aux déterminismes de classe, d'ethnie ou de genre. Le féminisme a été une étape majeure de cette longue marche émancipatrice.

La contrepartie des tendances à la « modernisation » fut la disparition des solidarités de communauté (familiales, villageoises, etc.), jugées, non sans raison, oppressantes. Les conquêtes du salariat, l'Etat-providence, ont pendant un temps compensé l'effacement de ces solidarités tandis que la société de consommation renforçait l'individualisme. Les individus, et les plus faibles en particulier, se sont alors retrouvés démunis face à la crise de la société salariale et de l'État providence.

Dès le XIXe siècle, l'associationisme a été une réponse populaire aux dangers de l'isolement. Mais « l'économie sociale » qui avait d'abord émergé (bourses du travail, syndicats, mutuelles, coopératives, associations) s'est depuis laissée absorber par l'État ou dissoudre dans l'individualisme.

Une des plus grosses fautes du gouvernement Jospin fut de ne pas avoir donné suite aux engagements d'impulser le Tiers secteur, l'économie sociale et solidaire. En fait, la vieille gauche ne conçoit d'autre forme de solidarité, de service au public, que les services de l'État, mais le social-libéralisme dominant a même reculé sur ce terrain. La droite, en coupant les vivres aux associations, n'a fait que replonger la société dans la solitude urbaine, jusqu'au paroxysme de la canicule de l'été 2003.

Sur ce fond d'isolement, le champ est libre pour le racisme, la haine de l'autre, de l'individu différent, et son revers qu'est le vieux communautarisme : le repli sur la religion ou l'ethnie. Pourtant la société aspire à recouvrer des moments collectifs de fête, de projet commun, elle expérimente de nouvelles formes de solidarité personnelle. Même la bataille pour le mariage entre personnes du même sexe exprime en un sens la volonté de faire reconnaître par l'État la liberté de s'associer.

Au coeur du projet social des Verts, il y a cette volonté de reconstruire la communauté sur la base de la libre association des individus, ce que les utopistes du XIXe siècle appelaient « l'amitié », « la fraternité ». Les positions conquises dans les collectivités locales leur permettent de promouvoir des formes embryonnaires d'économie sociale et solidaire. Mais seule une grande loi-cadre du Tiers secteur permettra son plein développement. Parallèlement il faudra défendre et démocratiser le service public d'Etat.

d) La crise du politique

« La politique, ça ne sert plus à rien »... Cette idée, terrible, a une double signification :

- ▶ « Les hommes politiques ne veulent pas faire ce pour quoi ils ont été élus. » C'est la crise de la représentation politique : on ne sait plus comment accéder aux manettes, on se sent trahi.
- ▶ « Les politiques ne peuvent rien faire, à cause de la mondialisation. » C'est la crise de la politique nationale, la démocratie vidée de contenu : les manettes n'embrayent sur rien, le marché balaie tout. D'où montée de l'abstention et de la violence apolitique. De ce chaos, sur le terreau du désespoir, surgit un monstre : le terrorisme, avec pour seule réponse la répression.

La crise de la représentation est en soi un immense problème que nous examinons ailleurs. Mais quand la supposerions-nous résolue... Où mener ces politiques, si la concurrence mondiale dicte sa loi ?

Face à la seconde crise du politique (la démocratie évidée), il faut d'abord rappeler qu'une grande partie des rapports entre les humains, entre eux et leur environnement, se règle localement. La régionalisation, la relocalisation des décisions qui peuvent l'être, conditionne la renaissance de la démocratie. Mais cela implique règles du jeu communes, et solidarité entre les régions, les pays riches et pauvres.

Face aux pouvoirs global du marché et des multinationales, il faut donc opposer un pouvoir démocratique de même portée. La République planétaire n'est pas pour demain, même s'il est déjà temps d'affirmer le primat du droit social et environnemental sur les règles de l'OMC. La première étape à notre portée, c'est l'Europe à construire.

Les Verts sont pour une Europe fédérale des régions et des peuples solidaires. Tous considèrent que le texte du traité constitutionnel constitue un pas en avant par rapport aux traités actuels (Maastricht, Amsterdam, Nice), qui désarmaient la démocratie face au marché, mais que ce pas en avant est très insuffisant. Ils divergent sur les pronostics quant aux dynamiques qui résulteraient au niveau européen de la victoire du OUI ou du NON. Un choix d'une telle gravité ne saurait être soumis à des positionnements tactiques nationaux... encore moins dans des partis nationaux !

Conclusion : Le lien essentiel aux mouvements sociaux

La grande erreur à ne pas commettre serait de centrer toute la vie des Verts en 2005-2006 sur les échéances de 2007. La crise du politique exige au contraire que nous sachions faire la preuve qu'on peut changer les choses, gagner, même en dehors des périodes électorales : par la mobilisation de la société, et par la mise en oeuvre de politiques publiques exemplaires dans les exécutifs locaux auxquels nous participons. Enfin, même 2007 dépend crucialement des conditions des négociations avec nos partenaires : discussions en petits comités, ou large débat impliquant les organisations de la société civile.

Il faut encore revenir aux leçons du 21 avril 2001. La majorité plurielle a été battue pour avoir perdu le contact avec celles et ceux qu'elle a déçus ou désespérés et qui s'exprimaient ailleurs. Préparer le retour au pouvoir, c'est d'abord montrer que là où l'on est déjà (les collectivités locales), on fait le maximum ; que, pour aller plus loin, il faut une majorité nationale sur un projet à la hauteur des enjeux de société. Et que cette fois, on se donne les moyens d'associer tout le monde, avant, dans la définition des objectifs incontournables, comme après, dans la mise en oeuvre de nos promesses. Telle ne sera pas la tendance du PS ! L'autonomie des Verts au sein du contrat n'est donc pas une lubie particulariste. Elle doit être préservée à toutes les étapes parce que toute coalition basée sur l'hégémonie du PS mène à la défaite, en 2007 faute de convaincre, ou en 2012 faute d'avoir convaincu.

La condition d'un accord de second tour aux législatives est certes la reconnaissance de la place qui nous est due, mais surtout un engagement de législature centré sur plusieurs mesures-clés pour répondre aux enjeux de la société.

À la définition de ces mesures doivent être associées les forces organisées du mouvement social. Elles seules auront en effet la capacité d'exprimer les demandes de la société, le rapport de force pour en imposer la prise en compte par nos partenaires, le poids pour faire respecter les engagements électoraux, l'implantation pour en vérifier l'impact et proposer les rectifications nécessaires.

Dès l'année 2005, il faudra donc, par une seconde génération de Conventions ou de « 3 heures pour l'écologie », appeler ces différentes forces à élaborer avec nous les points-clés de l'accord à négocier. Il faudra d'autre part organiser la confrontation entre nos partenaires politiques et nos partenaires dans les mouvements sociaux pour « peser » dans les négociations programmatiques et préparer le contrôle de la mise en oeuvre des mesures-clés.

Mais comment établir un lien de confiance solide avec les syndicats et associations (écologistes, droits-de-l'hommes, altermondialistes, etc) et autres mouvements sociaux ?

La « crise de la représentation » exprime en fait l'érosion d'un vieux modèle : la division verticale du travail entre les associations et syndicats, qui défendaient les intérêts immédiats et catégoriels, et les partis, qui défendaient les intérêts généraux et à long terme, mobilisant le pouvoir institutionnel. Cette division du travail garde bien sûr sa pertinence, mais elle ne correspond plus à la réalité. Les organisations comme la LDH, Greenpeace, ATTAC, la

Confédération paysanne ou la CGT, n'ont certes pas vocation à mener des politiques publiques, mais elles sont aussi un lieu d'élaboration politique. De plus en plus de gens se mobilisent sur des enjeux plus politiques que revendicatifs (les OGM...) sans avoir envie de gérer les institutions. Non sans condescendance, trop de « politiques » prétendent pourtant avoir le monopole de l'élaboration des normes sociales.

Les Verts se perçoivent plutôt dans une division « horizontale » du travail politique. Ils recherchent le partenariat, ils reconnaissent l'apport des associations, syndicats, en termes d'idées, de propositions, Ils ne se reconnaissent eux-mêmes qu'une spécificité : chercher à en faire la synthèse (ce qui implique d'être immergés dans les divers mouvements sociaux), et les porter avec résolution jusqu'à leur mise en oeuvre dans les politiques publiques.

Il ne s'agit surtout pas de « reprendre ce que disent associations et syndicats ». D'abord parce qu'ils disent des choses souvent divergentes : c'est notre boulot de proposer des compromis, des noeuds de convergence solidarissant les différents mouvements sociaux. Ensuite parce que c'est justement en leur proposant des points de vue sortant de leurs propres sentiers battus que nous leur apparaîtrons utiles, voire nécessaires.

Mais ce travail patient de construction des « convergences solidaires » n'est possible que si nous respectons leurs propres capacités d'élaboration et surtout les aspirations qu'ils expriment. Cela passe par une implication réelle dans leurs luttes (même avec des propositions originales), et par un échange organisé au sein du parti vert pour mutualiser ce que nous avons appris de ces combats communs.